Terre des hommes (TDH) s'implique dans la prévention des violences basées sur le genre, notamment celles faites aux enfants et aux femmes, dans les camps de réfugiés maliens. Voilà pourquoi les membres du réseau TDH protection de l'enfance section de Ouagadougou, coordonné par Gérard Yonli, ont renoncé au doux repos de ce samedi 15 décembre 2012 pour renforcer leurs connaissances sur les « Violences basées sur le genre (VBG) ». Ils ont notamment pris des résolutions pour la prévention et la lutte contre le harcèlement sexuel, les mariages précoces, les viols, l'exploitation sexuelle, les mutilations génitales et les mauvais traitements. Cela, après s'être mieux familiarisés avec le mécanisme de détection et de signalement des cas de VBG, a expliqué Raïssa Ouédraogo, chef du projet « protection des réfugiés ». C'est dans le cadre justement de ce projet, initié par TDH et financé par le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), que cet atelier de formation a été organisé. Un projet exécuté de novembre 2012 à janvier 2013 et implanté à Bobo-Dioulasso, Ferrério, Goudebou, Sag-niniogo et Ouagadougou, qui veut prévenir et, le cas échéant, lutter contre les cas de VBG dans les camps de réfugiés maliens au Burkina.

Des « échos » dans les camps de réfugiés maliens

En effet, relève Herman Zoungrana, chef de programme protection à TDH, « nous avons eu des échos d'un certain nombre de situations au sein des communautés réfugiées qui ne sont pas faciles à vivre ». C'est ainsi que 6 000 enfants réfugiés et leurs familles sont accompagnés par le projet à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Ferrério et Goudebou. Mais, au-delà des réfugiés, comme l'a souligné le chef de programme, des « milliers d'enfants, de femmes, de filles et nous verrons bien s'il y a aussi des hommes, sont victimes de violences quotidiennes et de discriminations de tout genre dans nos maisons, nos familles, nos écoles, les rues, etc. ». Cet atelier a alors donné les outils nécessaires à même de détecter ces victimes, de les référer aux différents réseaux TDH afin d'activer les prises en charge, dont les procédures ont été discutées lors de la formation. Cette session de formation sera dupliquée aux réseaux de protection de l'enfance de TDH le 17 décembre à Bobo et le 7 janvier 2013 à Dori. Le projet « protection des réfugiés » a déjà réalisé la commémoration des « 16 jours d'activisme de lutte contre les VBG », l'organisation de deux études diagnostiques au profit des réfugiés sur les activités génératrices de revenus et sur les pratiques de protection au sein des communautés de réfugiées et deux sessions de formation au profit des agents de TDH sur les VBG.

Herman Zoungrana, chef de programme protection de TDH « Nous passons souvent à côté de nombreuses situations d'abus »

« Le grand défi réside dans le fait de pouvoir identifier la situation, la détecter et la référer. Souvent, nous passons à côté de nombreuses situations d'abus. Soit, on ne les voit pas, parce qu'on n'a pas les moyens pour cela. Soit, on les voit, mais on n'y fait pas attention parce que cela ne nous touche pas directement ou parce que nous acceptons nous-mêmes cette situation de violence. Le premier élément, c'est de pouvoir détecter ces situations, que ce soit dans nos familles ou dans nos écoles. Ensuite, c'est d'avoir des acteurs à qui faire référence dès la détection afin de stopper l'abus et ensuite engager une action de réinsertion de l'enfant victime. »

Par Abdoulaye Kere l'étalon, Source: http://fr.allafrica.com/stories/201212181109.html